

## L'Iran garde deux fers au feu

Sur divers sujets importants, en matière de politique extérieure et intérieure, l'Iran entend garder ses options ouvertes même si le président Hassan Rohani et son gouvernement ont une idée claire des directions qu'ils voudraient prendre et des résultats qu'ils voudraient obtenir. Mais, dans un monde incertain, à Téhéran et ailleurs, la prudence conduit à conserver plusieurs atouts dans son jeu dans l'attente des réactions et des stratégies de ses partenaires, de ses adversaires et de ceux qui peuvent être les deux à la fois ou successivement. **Pétrole et Gaz Arabes (PGA)** en montre ci-dessous quelques illustrations.

Pour ce qui concerne les **relations avec les pays étrangers et les compagnies internationales**, les orientations sont bien connues et ont été largement commentées par le **PGA**. Le **ministère du Pétrole** souhaite que le pays soit le plus rapidement possible débarrassé des sanctions et qu'il puisse faire revenir les sociétés pétrolières occidentales en vue d'accélérer les développements jugés prioritaires dans le secteur des hydrocarbures pour retrouver la place qui lui revient sur les marchés pétroliers et gaziers mondiaux. Parallèlement à cette volonté affichée *urbi et orbi*, si l'on peut dire, l'autorité suprême de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, fait savoir qu'il est sceptique sur les résultats des négociations en cours sur le programme nucléaire de l'Iran et qu'il faut promouvoir à tous les niveaux l' "**économie de résistance**". Ce concept consiste notamment à réduire la dépendance de l'Iran vis-à-vis des revenus pétroliers – ce qui n'est pas une mauvaise idée en soi – pour éviter que des puissances étrangères "*hostiles*" ne puissent peser sur ses politiques.

Le ministère du Pétrole, la **National Oil Iranian Company (NIOC)** et ses filiales s'inscrivent donc dans le cadre de ces directives car ils n'ont pas vraiment le choix. Le ministre du Pétrole, M. Bijan Namdar Zanganeh, estime que la mise en œuvre de cette orientation fera de l'Iran la première puissance régionale, ce qui ne plaira pas forcément à ses voisins arabes, et le vice-ministre du Pétrole chargé de la planification et de la supervision des ressources d'hydrocarbures, M. Manzour Moazzami, a annoncé la création d'un comité qui va élaborer des propositions en vue d'intégrer cette dimension dans le plan de travail du ministère. Celui-ci portera sur trois aspects clés : la sécurité énergétique à l'intérieur de l'Iran ; le développement de la puissance économique de l'Iran et la réduction de la vulnérabilité de l'industrie pétrolière au niveau régional et international ; et l'accès à une industrie des hydrocarbures fondée sur la connaissance et mettant l'accent sur la valeur ajoutée et la productivité. Chacun tente d'ailleurs de tirer la couverture à lui, comme le montrent les propos du directeur général de la **National Petrochemical Company (NPC)**, M. Abbas Sheri-Moqaddam, qui expliquait que l'industrie pétrochimique pourrait jouer un rôle très important dans cette économie de résistance.

Sur le plan purement interne, l'un des dossiers majeurs est la **réforme du système des subventions pour les prix de l'énergie**. Le prédécesseur de M. Rohani, M. Mahmoud Ahmadi-Nejad, s'y était attaqué mais les dirigeants actuels ont vivement critiqué sa gestion de cette question. Il ne fait guère de doute qu'ils sont persuadés qu'il faut aller de l'avant avec cette réforme et de nombreux messages et signaux sont envoyés en ce sens en direction des médias et de la population. Ces messages sont parfois contradictoires ou flous sans que la cohérence de la pensée de ceux qui les adressent soit en cause mais parce que le sujet est très délicat sur les plans économique, social et politique. Le directeur général de la **Tehran Province Gas Company** explique que la première phase de la réforme a permis de faire baisser de 2 à 4% la demande de gaz dans cette zone et que les consommateurs ont commencé à adapter leurs comportements pour adopter des modes de consommation moins énergivores. On fait miroiter la fin de la contrebande, plus d'égalité sociale, la préservation des subventions vraiment utiles mais on précise que la mise en œuvre sera très progressive pour ne pas affecter de façon trop négative et brutale les conditions de vie de larges secteurs de la population. Dans l'attente, les charges liées aux

services pour l'essence, le gazole, le kérosène et les gaz de pétrole liquéfiés ont été accrues en mars. L'essence de qualité *Euro-4* sera vendue au même prix dans tout le pays que l'essence normale commercialisée actuellement, a indiqué le directeur général de la **National Iranian Oil Refining and Distribution Company** (NIORDC), M. Abbas Kazemi, selon l'agence officielle *Shana*. Mais les tarifs pour les services seront plus élevés dans les huit plus grandes villes du pays. Les prix seront décidés lors d'une réunion avec le président Rohani et le ministère ne s'est pas explicitement prononcé pour un niveau de prix ou pour un autre, a précisé M. Zanganeh. Le flou n'est pas toujours artistique mais il est souvent politiquement utile.

Un troisième exemple porte sur les **relations avec la Chine**. Le ton vis-à-vis de certains contractants chinois s'est considérablement durci. La NIOC a ainsi refusé une demande de **Sinopec** qui souhaitait bénéficier de plus de temps pour le développement du champ pétrolier de **Yadavaran**, selon M. Abdorreza Haji Hosseinnejad, le directeur général de la **Petroleum Engineering and Development Company** (PEDEC – selon la PEDEC citée par *Shana*, le gisement produit **50 000 barils par jour** aujourd'hui et ce niveau passerait à **85 000 b/j** quelques ou plusieurs mois après. Sa capacité ultime est évaluée à **300 000 b/j** après la troisième phase de développement). Quant à la **China National Petroleum Corporation** (CNPC), qui est chargée du développement d'**Azadegan**, elle s'est vue signifier un ultimatum de la part de M. Zanganeh qui lui a donné un délai de 20 jours pour remplir ses obligations sous peine d'expropriation qui sera possible à l'issue de cette brève période. Mais, quelques jours auparavant, le ministre de l'Industrie, des Mines et du Commerce, M. Mohammad Reza Nematzadeh, se félicitait de ce que les contrats signés entre les deux pays aient totalisé **\$20 milliards** au cours de l'année iranienne 2012-13 (qui s'est achevée le 20 mars 2013). Il a appelé au développement des relations commerciales bilatérales ainsi qu'à plus d'investissements directs par des firmes chinoises en Iran.

Subtilités persanes, diront certains ; reflet des divergences de fond entre "*conservateurs*" et "*modernistes*", diront d'autres ; stratégie politique classique consistant à ménager tous les acteurs influents dans une partie délicate, peut-on ajouter ; et aussi la capacité à faire savoir ou à faire croire à certains interlocuteurs que, s'ils ne sont pas assez réceptifs et réactifs, d'autres options pourraient être exercées. Ce qui est sûr cependant en matière de politique énergétique, c'est que le cap a bien été fixé même si le chemin pour l'atteindre - s'il est atteint - ne sera pas forcément la ligne droite.

Francis Perrin